

Joël Giraud,

Par Laure GARETA

L.Gareta@laprovence-presse.fr

Avec un franc-parler que certains adversaires doivent craindre comme la peste, Joël Giraud n'a pas peur de dire ce qu'il pense. Qui plus est, haut et fort, mais toujours avec le sourire et un argumentaire qui fait mouche. Après 32 ans de mandat, de la mairie de L'Argentière-la-Bessée à l'Assemblée nationale, le député haut-alpin de la seconde circonscription est un homme aguerri à l'exercice politique sans pour autant manier la langue de bois. Radical de gauche, il s'est laissé séduire par la République en Marche. Un choix qu'il assume pleinement. Car, peu importe la couleur de l'étiquette, sa volonté de défendre son territoire alpin reste au cœur de son investissement. Nommé rapporteur général du budget par le Président de la République, il endosse depuis quelques mois cette nouvelle fonction, énigmatique pour le grand public. Joël Giraud est en marche avant, toute. Rencontre avec cet homme de terrain et de terroir.

Vous étiez depuis toujours un radical de gauche. Vous avez été séduit lors des élections présidentielles par la République en marche. Six mois après, comment vous sentez-vous dans ce groupe ?

"Je suis un radical type. À la fois, je ne suis pas marxiste d'un point de vue économique, à la fois je veux une société qui protège. Le discours de Macron colle bien au système. Une économie libérée, la protection des citoyens, et je rajoute systématiquement, et des territoires. L'équilibre me convient bien. C'est intéressant d'être dans une majorité comme celle-là avec des affinités très différentes. C'est très sympa et ça se passe bien, surtout dans la commission des finances. Quand j'ai commencé à hurler sur les signes extérieurs de richesse qui passaient à la trappe de la réforme de l'ISF, la première qui a soutenu mes amendements c'est Amélie de Montchalin, classée plutôt à droite. Le discours n'est pas qu'un discours, c'est une réalité."

Cet équilibre a quand même été mis à mal, notamment avec cette réforme de l'impôt sur la fortune et Emmanuel Macron étiqueté de président des riches...

"Le problème des réformes, c'est que bien souvent, on ne sait pas si elles fonctionnent. Il faut des études d'impacts. Par rapport à l'ISF, il était nécessaire de se poser la question de l'économie du ruissellement, c'est-à-dire de remettre des liquidités pour le financement des entreprises. Ce n'est pas totalement bête. Et puis elle était clairement annoncée dès le départ. Tout comme l'augmentation de la CSG. Mais effectivement, il y a des angles morts. Clairement, je veux connaître son impact réel. Parce que les citoyens concernés par cette réforme doivent être encore plus exemplaires que les autres. Je crois sincèrement que ça peut être bénéfique sur l'économie mais je veux m'assurer qu'il n'y ait pas de distorsions marquées pour un trop grand nombre de personnes. Où l'on serait juste sur de l'enrichissement personnel et rien d'autre."

Ce qui est un vrai risque...

"D'où la nécessité en 2018 d'avoir une vision "bilan" de cette réforme et au besoin la réorienter

si besoin. Si le financement ne va pas aux entreprises, on devra se poser quelques questions. Il faut dire la vérité aux gens. C'est le but de cette étude d'impact et non pas de dire monsieur "truc" à un yacht. Y a-t-il une efficacité sur l'économie? Le pari est-il gagné? On aura une première réponse."

Vous avez été maire pendant de nombreuses années. Vous avez dû quitter cette fonction à cause du cumul des mandats. Avec le recul, ce détachement des fonctions était une nécessité ?

"Oui parce que je suis député et rapporteur du budget et que j'ai du boulot par-dessus la tête, je n'aurais pas pu faire les deux correctement. En revanche, pour un député sans autre mission, je maintiens le fait que ce lien avec le territoire est très important. Finalement, la dichotomie entre

les parlementaires est moins lorsque les élus ont déjà exercé un mandat local. Elle est importante entre les députés élus locaux et ceux qui n'ont jamais exercé un mandat de maire. Sans ce lien entre un mandat municipal et un mandat parlementaire, on aura le risque à terme d'avoir un système complètement hors sol, déconnecté de la réalité.

Pour ma part, je suis ravi de revenir dès que je

peux dans les Hautes-Alpes. On vient me voir en me disant "on n'arrive pas à faire bouger les choses sur la ligne à basse tension à tel endroit", "on a un problème sur ce type de dotation en ce moment", "on inaugure le nouveau local, il faut venir". Ça fait du bien. Je ne suis vraiment pas parisien.

Tourisme, commerce, logement, transport, Europe, vous êtes sur tous les fronts...

"J'ai l'avantage de dormir peu. Heureusement qu'il y a l'avion pour rentrer chez moi le samedi et j'y tiens. Mais j'ai compté, j'ai eu une semaine où j'ai dormi 15 heures. Il ne faut pas être un gros dormeur! Ce samedi-là en rentrant je me suis installé, j'ai mis un poisson au four et j'ai été réveillé

« Je suis un matheux un peu idiot, tant que je ne comprends pas, je ne vote pas. Où est la crédibilité après ! »



Joël Giraud connaît bien les bancs de l'Assemblée nationale. Élu député pour la première fois en 2002, il réalise son 4^e mandat.

par la fumée! (rires) C'est passionnant d'être rapporteur car on est à la charnière de tout, comme on fait des arbitrages et la liaison avec le gouvernement. Pas plus tard que tout à l'heure, j'étais au téléphone avec des collègues de l'Est de la France pour les bassins miniers, parce que des mesures fiscales vont être prises pour les Hauts de France et pas pour eux, donc ils montent des dossiers. C'est aussi l'engueulade avec Airbnb en annonçant de faux chiffres. Ils m'ont mis hors de moi. En réunion, je leur ai demandé comment ils commercialisaient un gîte 4 étoiles ou un hôtel 3 étoiles et quelle taxe de séjour ils appliquaient. Ils m'ont répondu la taxe de base des meublés non classés. Ils font des affaires comme des escrocs. J'allais demander une enquête fiscale et voilà qu'ils viennent de se faire épingle. On découvre qu'ils ont inventé un système de carte bancaire dédié aux recettes des loueurs. 90% des loueurs ont cette carte pour échapper au Fisc. Tout est re-crédité sur cette carte comme des avoirs. À partir de là, ils retirent de l'argent.

Je ne dis pas ça pour ceux qui louent leur bien de temps en temps pour un petit complément de revenu. Mais certains en ont fait leur business. Je suis pour l'équité, je ne veux pas que dans un système, il y en ait qui raquent et qui rament, et d'autres qui profitent. Je ne fais pas la morale. Ceux qui s'enrichissent, tant mieux mais il faut être régu. Il ne faut pas laisser sur le marché des gens qui font ça, car les gens honnêtes, eux, ne

peuvent et n'ont rien à planquer!

C'est dans le même état d'esprit que j'ai demandé des méga sanctions sur les grands fraudeurs. Et également tout en défendant le retour de la carence dans la fonction publique, j'ai fait sortir les congés de longue durée et de maladie, car ce n'est pas de la faute de quelqu'un s'il a un cancer ou un accident du travail!

Je suis actif sur ces questions-là car je veux que ce poste de rapporteur général ne serve pas juste à dire avis favorable ou défavorable! Il faut une vraie réflexion sur le fond.

Et participer à changer le système...

"Oui, car si on change les méthodes de travail du Parlement, on peut s'entendre. Sur la taxe de séjour, qu'on devrait appeler Airbnb (rires), j'ai proposé une méthode car tous les groupes avaient déposé un texte. On a fait une réunion uniquement là-dessus, on a discuté et on a obtenu un texte commun déposé par l'intégralité des groupes de l'Assemblée nationale. Cette réforme est aujourd'hui cosignée par moi-même, par Eric Woerth, président de la commission des finances et tous les responsables, y compris France Insoumise. Ce n'est pas parce qu'on est de droite qu'on aime se faire avoir par Airbnb, et de même ce n'est pas parce qu'on est de gauche qu'on doit défendre un salarié qui fait mal son travail. C'est du bon sens. Ça aide parfois d'être né dans la brousse, ça rend moins con! (rires)"

février 2001



Maire de l'Argentière, il évoquait déjà les problèmes de transport avec la traversée du village par les poids lourds.

avril 2007



Les deux Alpains Joël Giraud et Christophe Castaner ont travaillé ensemble pendant leur mandat au Conseil régional Paca.

décembre 2008



Lors de la visite des sites potentiels pour la candidature de Pelvoux aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018.